



CONSULTATION PUBLIQUE N° 2020-001 EN DATE DU 30 JANVIER 2020 SUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'EXPERIMENTATION PREVU PAR LA LOI RELATIVE A L'ENERGIE ET AU CLIMAT

A titre liminaire, l'UPRIGAZ soutient la démarche envisagée par la CRE d'inviter les acteurs, y compris les fournisseurs, à proposer des projets innovants permettant de maximiser l'utilisation des infrastructures et d'offrir aux consommateurs de nouveaux services de nature à accompagner la transition énergétique.

L'UPRIGAZ est consciente du fait que les tarifs d'accès existants ne sont pas forcément suffisamment incitatifs pour accompagner positivement ces développements et qu'il est donc opportun d'ouvrir une réflexion sur les aménagements tarifaires qu'il conviendrait d'introduire. La démarche expérimentale en offrant aux parties prenantes de la visibilité sur le moyen terme et en permettant des retours d'expérience pourrait conduire à certaines modifications structurelles des tarifs d'accès.

L'UPRIGAZ estime toutefois que la CRE dans sa note technique aurait pu être plus explicite sur la typologie des projets innovants susceptibles d'être éligibles et sur les aménagements réglementaires qui pourraient être envisagés. Cet éclairage serait particulièrement utile pour des projets innovants qui ne seraient pas forcément présentés en association avec les gestionnaires d'infrastructures.

Le développement des énergies renouvelables et la croissance du marché de l'autoconsommation pourraient conduire à terme à de nouvelles règles de couverture des coûts régulés des gestionnaires d'infrastructure. En d'autres termes, on peut s'attendre à des évolutions profondes des business model qui nécessiteront des adaptations des cadres réglementaires. Les dispositifs d'expérimentation envisagés devraient permettre d'accompagner ces adaptations.